



Action et audience avec Jean-Louis Borloo, Vendredi 26 mars 2010

Vendredi 26 mars après midi, l'intersyndicale appelait les personnels à se retrouver dans le cadre de la venue de Monsieur Borloo au centre de congrès Pierre Baudis.

Auparavant, nous avons formulé une demande d'entrevue avec le ministre. Au lieu de cela on nous proposait une rencontre avec un de ses conseillers et la secrétaire générale de la Préfecture. Nous avons mis en débat le principe de ne pas participer à cette audience, considérant que c'était "un Ministre sinon rien". Cette proposition a été soumise au vote et unanimement, les participants ont approuvé la proposition.

Une très large majorité des participants à la réunion a décidé ensuite de rejoindre le centre des congrès. Malgré les injonctions et les menaces de la police, la délégation est restée sur place en demandant avec détermination à être reçue par Monsieur Borloo. Rester sur place était le seul moyen d'être au moins vu par le ministre lors de son arrivée et de pouvoir l'interpeller directement. Un tract était d'ailleurs diffusé. Finalement, après avoir appris que le ministre était arrivé par une porte dérobée, nous apprenions qu'il acceptait de nous rencontrer à la fin de son allocution au congrès.

Une délégation de sept représentants a donc été reçue dans un premier temps par le chef de cabinet adjoint accompagné de Messieurs Crocherie et Vatin, puis, Monsieur Borloo nous a rejoint avec le Préfet de Région.

Disposant de peu de temps nous avons concentré notre intervention sur ce qui nous semblait le plus important. Nous lui avons dit clairement que les personnels attendaient qu'il s'ouvre pour le maintien de services régionaux et départementaux clairement rattachés au Ministère et non pas aux Préfectures. Qu'ils attendaient aussi de lui qu'ils défende cette idée face au Ministre de l'intérieur et face au Premier Ministre lorsque les arbitrages sont nécessaires sur les missions des services, les moyens, la formations et la carrière des agents.

Nous lui avons dit aussi et d'autant plus facilement que c'est lui qui l'avait reconnu en préambule, que les agents de ses services étaient sûrement les fonctionnaires qui ont eu à produire le plus d'efforts ces dernières années du fait des restructurations. Nous lui avons parlé de la souffrance engendrée et de la nécessité pour lui d'en tenir compte. Le ministre s'est montré attentif et sensible à nos arguments. Chacun a pu s'exprimer et l'essentiel a pu être dit.

Saisir toutes les occasions pour revendiquer et lutter

Il était important pour nous de ne pas manquer une occasion de s'adresser au Ministre. Que des agents puissent lui parler directement lorsqu'il quitte les lambris parisiens c'est important. Qu'il puisse entendre la voix des fonctionnaires de ses services, c'est primordial.

Nous remercions encore les collègues qui nous avaient rejoint vendredi après-midi et qui ont rendu cela possible.

Ensemble nous avons pu démontrer qu'il n'y a pas de mobilisation inutile. Cette action a germé lors de la manifestation de mardi dernier et c'est peut être cela qu'il faut le plus retenir : une mobilisation en amène une autre, puis une autre et c'est ainsi que le rapport de force s'établit et que l'on peut se faire entendre.

Ci-après, en suivant, vous trouverez le communiqué que nous avons remis au ministre.



Monsieur Borloo, les discours et les congrès sur l'environnement c'est bien mais les actes c'est quand et avec qui ?? Le service public ou le privé et la loi du Medef ?

Quelles missions, quels moyens et quel avenir des agents de vos services au niveau régional et départemental ? Quelle présence d'un service technique de l'Etat?

Monsieur le Ministre

Sur la base des revendications nationales les personnels étaient dans l'action le 23 mars.

Mais ils étaient également dans l'action car au delà des revendications nationales ils s'interrogent sur les conséquences locales de la RGPP et de la casse des services.

Ils dénoncent à la Direction Départementale Interministérielle des Territoires la situation faite aux services et aux agents :

Suppression massive de postes (-20 en 2010) et absence de recrutements pour combler les vacances de postes chroniques qui se situent autour de 20 agents.

Création de cette DDI à marche forcée, sans aucune vision claire des missions et des moyens.

Absence d' assise statutaire pour la charte de gestion des personnels.

Menaces non affichées mais bien réelles sur les missions techniques de la DDT, allant de l'ingénierie à l'urbanisme, en passant par le risque sécurité, le logement etc.. Menaces non affichées mais bien réelles sur les Unités Territoriales de la DDT.

Quel est l'avenir même de cette direction et des 511 agents qui la composent ?

Concernant la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement les personnels veulent connaître :

L'avenir de cette direction et celui des unités territoriales en tant que direction régionale de plein exercice, au-delà des discours lénifiants

Comment se déroule la mise en place des plateformes de comptabilité et de services supports et avec quels moyens pour pourvoir les postes ouverts ?

Pour le Centre Inter régionale de formation professionnelle :

Quelle visibilité à moyen terme pour les missions et quel avenir pour les personnels ?

A quand la mise en place d'une instance paritaire inter régionale sur la formation ?

Et pour finir dans l'ensemble des services, les personnels vous demandent :

A quant un dialogue social qui respecte les agents et leurs représentants tant au niveau national que local notamment sur les points suivants :

- règlement RTT
- déroulement des CAP, des CTP et des réunions consultatives,
- blocage sur la mise en place de nouvelles grilles indiciaires pour favoriser un déroulement de carrière respectable plus particulièrement pour les catégories B et C ;

Comment est prise en compte la souffrance au travail très présente dans nos services et quelles suites concrètes sont données à la concertation et aux divers travaux engagés ?

Comment vont évoluer les conditions de travail dans des projets immobiliers on ne peut plus flous ?

Monsieur le Ministre, les personnels dans l'action constatent qu'à toutes ces questions concrètes maintes fois posées et dont la liste n'est pas exhaustive, il n'ont aucune réponse claire et ce depuis des mois. Il se vérifie tous les jours, que le Ministère poursuit le processus de restructuration avec la violence qui le caractérise depuis le début. La RGPP2 confirme la règle.

Aujourd'hui les agents de vos services affichent un grand scepticisme en ce qui concerne l'avenir du service public de votre ministère au regard de votre action. Ils dénoncent la réduction massive des effectifs et la recherche constante d'économies, seul but de la RGPP.

Vous devez devenir ou redevenir le Ministre de vos services et des agents dont vous avez la responsabilité !

Les agents revendiquent de véritables négociations avec les ministres du Meeddm et du Maap !